

Service militaire volontaire : non à l'embigadement de la jeunesse !

Après le fiasco du Service national universel, Emmanuel Macron récidive en proposant un Service militaire volontaire de 10 mois à deux milliards d'euros pour des jeunes de 18 et 19 ans, femmes et hommes, sélectionné·es pour suivre une formation militaire sur le territoire national, et mobilisables ensuite en cas de "crise majeure". Pour l'Union syndicale Solidaires, les politiques qui doivent être mises en place pour la jeunesse sont à l'opposé de leur exploitation par les armées. Les jeunes ont d'autres attentes, besoins et aspirations, à commencer par l'accès à des revenus décents, à des emplois et des services publics de qualité notamment dans la santé, et à une formation émancipatrice et gratuite.

Le service militaire volontaire est une version remilitarisée du SNU, pour répondre aux nouvelles menaces, russe notamment. Il s'inscrit dans la politique de réarmement voulue par Macron, avec des conséquences économiques et sociales désastreuses à l'heure où chaque dépense est comptée dans l'élaboration du budget 2026. L'utilité de cette dépense de deux milliards est hautement discutable dans la mesure où peu de jeunes seront formé·es, affecté·es à des tâches subalternes, et où le dispositif mobilisera du personnel d'active dans des tâches d'encadrement. C'est une main-d'œuvre bon marché pour les casernes et l'opération Sentinelle que Macron souhaite en réalité !

Le président de la République et le gouvernement prétendent aussi agir pour favoriser l'engagement des jeunes et la cohésion sociale. Mais les jeunes n'ont pas besoin d'être mis·es au pas pour que la société se porte mieux. Ils aspirent seulement à devenir adultes dans une société moins inégalitaire et plus juste. La politique économique menée a aggravé les situations de grande précarité pour la jeunesse, et Santé publique France alerte continuellement sur l'état de la santé mentale dans cette classe d'âge.

Pas d'économies sur la jeunesse !

Le gouvernement prône l'engagement des jeunes mais réprime toutes les mobilisations lycéennes et étudiantes.

Le gouvernement dépense 2 milliards pour enrôler quelques milliers de jeunes. L'Union syndicale Solidaires revendique au contraire l'extension du RSA aux 18-25 ans, l'abrogation de Parcoursup et un plan d'ampleur pour créer des places dans l'enseignement supérieur public.